

AQMI SE PROCURE DES ARMES EN LIBYE

L'Algérie inquiète

ALGER (Reuters) - Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) profite du conflit libyen pour se procurer des armes, dont des missiles sol-air, et les acheminer clandestinement vers son bastion du nord du Mali, a déclaré à Reuters un responsable des services de sécurité algériens.

Un convoi de huit pick-up parti de l'est de la Libye a traversé le Tchad et le Niger avant de gagner le nord du Mali où il a livré ces derniers jours une cargaison d'armes, a-t-il dit.

Parmi ces armes figurent des lance-grenades antichar RPG-7, de fabrication russe, des fusils d'assaut kalachnikov, des explosifs et des munitions.

Ce responsable, qui s'exprimait à condition de rester anonyme, a ajouté qu'Aqmi s'était également procurée des missiles russes sol-air «Strela»,

désignés par l'Otan sous le nom de Sam-7.

«Nous savons que ce n'est pas le premier convoi et que cela continue», a déclaré ce responsable.

«Plusieurs casernes ont été pillées dans la région (de l'Est libyen) avec leurs arsenaux et leurs dépôts d'armes. Les éléments d'Aqmi qui étaient présents n'auraient pas pu ne pas profiter de l'occasion.»

«Aqmi, qui maintient d'excellentes relations avec les contrebandiers qui traversent la frontière libyenne dans toutes les directions sans la moindre difficulté, leur confiera probablement la tâche d'apporter les armes», a-t-il dit.

Selon ce responsable algérien, Al Qaïda au Maghreb islamique exploite le désarroi des troupes fidèles à Mouammar Kadhafi et s'est également infiltrée parmi les rebelles. Le groupe armé islamis-

te a exprimé à la fin février dans un communiqué sa solidarité avec les insurgés, qui nient de leur côté tout lien avec Aqmi et dénoncent des informations fallacieuses qui servent la propagande de Mouammar Kadhafi.

Inquiétude

S'exprimant à ce sujet, l'amiral américain James Stavridis, commandant suprême des forces de l'Otan en Europe (Saceur), a toutefois évoqué la semaine dernière devant le

Sénat américain des signes ténus d'une présence d'Aqmi parmi la rébellion libyenne, sans rôle significatif dans le soulèvement. L'Algérie a combattu pendant près de deux décennies une insurrection islamiste dont les derniers éléments opèrent désormais sous la bannière d'Al Qaïda. Le pays surveille également les activités d'Aqmi à l'extérieur de ses frontières.

La violence s'est réduite ces derniers mois mais Alger craint que l'instabilité

en Libye permette à l'insurrection de redémarrer.

«Les Algériens sont très, très inquiets, avec de bonnes raisons», a déclaré un diplomate occidental.

Le responsable de la sécurité a déclaré que la coalition internationale qui intervient en Libye devait envisager la possibilité de voir Al Qaïda profiter d'un éventuel chaos consécutif au départ de Kadhafi pour étendre son influence vers la côte méditerranéenne.

«Si le régime Kadhafi tombe, ce sera toute la

Libye, en tant que pays aux frontières étanches (...), qui disparaîtra, au moins pendant un bon moment, suffisamment long pour qu'Aqmi se redéploie jusqu'à la Méditerranée», a-t-il estimé.

«Dans le cas de la Libye, les forces de la coalition doivent faire un choix urgent. Permettre au chaos de s'installer (...) ou préserver le régime libyen, avec ou sans Kadhafi, pour rétablir la situation sécuritaire antérieure au soulèvement.»

LES RÉSIDENTS ONT TENU HIER DES RASSEMBLEMENTS

La grève jusqu'à la suppression du service civil

La mobilisation ne faiblit pas. Les médecins résidents sont toujours en grève et n'arrêteront leur mouvement qu'une fois le «Smig» des revendications satisfait. Ils ont fait une démonstration de force en organisant hier des rassemblements régionaux.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Rassemblés au niveau du CHU Mustapha-Pacha, les résidents de la région centre ont réitéré leur détermination à poursuivre leur mouvement de contestation tant que le ministère de la Santé n'aura pas répondu à leurs revendications.

La suppression du service civil figure en tête de liste de leurs préoccupations auxquelles s'ajoutent le statut et les conditions de travail. Les résidents n'en démordent pas. Ils considèrent l'application du service civil aux seuls résidents comme une injustice qui ne peut faire l'objet de négociation.

Le Dr Sahnoun, un des porte-parole du collectif des médecins résidents, est catégorique. Il explique que lors de toutes les assemblées générales, la revendication de la suppression du service civil revient avec insistance au moment où les résidents demandent une réponse claire du ministre de tutelle. Ils

appellent Ould Abbès à leur désigner le cas échéant un interlocuteur fiable en mesure de prendre en charge cette revendication.

Hier, les résidents étaient attendus au niveau du ministère de la Santé. Ils avaient reçu la veille une invitation envoyée via les directions des CHU. Une délégation de résidents a fait le déplacement dans le but de commencer à effectivement travailler au sein des commissions installées en fin de semaine dernière.

Dimanche, leur déplacement au département de Ould Abbès s'était soldé par un échec. Pourtant attendus par des responsables du ministère de la Santé, les résidents ont eu la désagréable surprise d'apprendre qu'ils ne l'étaient et que le secrétaire général du ministère était trop débordé pour les recevoir. Une attitude très mal prise par les résidents qui ont dénoncé le mépris affiché de leur tutelle.

La rencontre d'hier fait suite à une série de



Photo : Samir Sid

cafourillages dans la gestion du dossier. Après une grande pression des résidents et une quasi-paralysie des structures de santé, le ministère de la Santé avait fini par accepter de rencontrer des représentants des résidents mais la forme n'y était pas.

Les résidents ont été surpris d'apprendre qu'ils étaient attendus à une réunion à laquelle ils n'avaient pas été officiellement conviés. Le département de Ould Abbès avait rectifié le tir en adressant une invitation en bonne et due forme mais les résultats avaient été jugés en deçà des attentes des rési-

dents. Les quelques concessions qui leur ont été accordées, à savoir l'annulation du décret portant sur l'organisation des examens, ont été jugées insuffisantes. Les véritables préoccupations des médecins, dont le service civil, demeurant jusque-là sans réponse convaincante.

Mettant le ministre de la Santé face à ses responsabilités, le collectif des résidents est catégorique : Ould Abbès doit se prononcer sur le service civil ou désigner un interlocuteur capable de régler le problème, faute de quoi, ce sera le pourrissement...

N. I.

SOUSCRIPTEURS AADL 2001

Sit-in devant la présidence de la République

Après le rassemblement tenu jeudi devant le siège de la direction générale de l'AADL, à Bir Mouard Raïs, les souscripteurs de 2001 ont organisé hier un sit-in en contrebas de la présidence de la République.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La déclaration faite par le directeur général de l'Agence d'amélioration et de développement du logement, dimanche, sur les ondes de la Radio, selon laquelle l'AADL n'a plus rien à offrir, ne semble pas décourager pour autant les souscripteurs du programme de 2001. Venus par dizaines, ces derniers se sont rassemblés, encore une fois, hier dans la matinée, devant la présidence de la République. Vers 10h, des délégués sont rentrés au palais d'El-Mouradia, avant de revenir

quelques instants après bredouilles. «Nous avons été reçus à l'entrée du Palais par le responsable chargé des relations publiques, qui s'est contenté de nous demander de faire une réclamation par écrit», a annoncé l'un des délégués à ses compères qui attendaient tranquillement à l'extérieur.

Les protestataires n'ont pas tardé à réagir en brandissant des pancartes et en scandant des slogans. Interrogés, certains ont jugé qu'en annonçant sur les ondes de la radio que les 142 598 demandeurs ne sont pas forcément

souscripteurs et la déposition d'une demande n'engage nullement l'ADDL, contrairement à un contrat de réservation «le DG de l'AADL fait dans la provocation». «Il fallait nous dire cela au début et non pas dix ans après. De cette manière, nous estimons qu'ils nous ont donné de faux espoirs», diront des souscripteurs, qui ont juré de ne pas abandonner leur cause. Mais cette fois-ci, le DG de l'AADL a été plutôt catégorique. Hormis les 4 000 logements dégagés par la Cnep et qui seront réalisés à Rouiba et Réghaïa, dont les demandeurs eux-mêmes seront appelés à arrêter les critères pour en bénéficier, l'AADL n'a plus rien à offrir.

M. M.

GRÈVE DES GREFFIERS

Massivement suivie

Selon ses collègues en grève illimitée depuis dimanche, le délégué des greffiers de la cour d'Alger a été interdit d'accès au siège de la cour, justement pour avoir osé mener un mouvement de protestation. Les greffiers, en majorité des femmes, ayant répondu à l'appel de la Coordination nationale des fonctionnaires de la justice, dénoncent la «hogra» et exigent, en premier lieu, plus de considération.

Hier, les greffiers ont imposé le service minimum à travers tous les tribunaux de la juridiction d'Alger. «Il y a des affaires qui ne peuvent attendre et des délais à respecter et nous ne pouvons tout arrêter», souligne-t-on. Ils revendiquent en priorité, l'«annulation des résultats du concours interne organisé le 29 février dernier et la promotion de chacun au grade auquel aspire suivant le critère d'ancienneté». Selon les greffiers abordés à l'intérieur de la cour d'Alger où ils se sont rassemblés en signe de protestation, seuls à l'issue des concours, seuls les «pistonnés accèdent aux grades supérieurs». «Un collègue a terminé sa carrière en tant que commis, comme il l'a entamée», nous dira un greffier. Ainsi, c'est le deuxième débrayage que mènent les greffiers en deux mois puisque, avancent-ils, le ministère de la Justice n'a pas tenu ses engagements à satisfaire les revendications de ce corps des fonctionnaires de la justice. «Nous revendiquons également un statut particulier, seule garantie pour l'évolution dans nos carrières, la revalorisation de nos salaires et, surtout, plus de considération.

Les procureurs nous écrasent par une charge intenable de travail et nous refusent les congés que nous y avons droit. Même en cas de décès d'un parent, nous devons attendre des heures et des heures la signature du titre de congé, ceci s'il vous l'accorde bien sûr», s'indigne-t-on. «Celui qui proteste se verra muté hors wilaya plutôt sans possibilité de recours», renchérit une greffière. Bref, même climat de frustration devant le tribunal de Sidi M'hamed où les greffiers ont tenu un sit-in en face du tribunal. Une représentante de la section syndicale distribuait le communiqué de la Coordination nationale des fonctionnaires de la justice, signé par le délégué des greffiers de la cour d'Alger, où l'on appelle justement à la grève. Un communiqué où il est précisé que le mouvement de protestation durera jusqu'au 7 avril prochain, date fixée par la tutelle pour recevoir à l'Ecole nationale des greffiers de Dar El-Beïda les délégués des greffiers des différentes juridictions du pays, justement pour dialoguer autour de leur plateforme de revendications.

L. H.